L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 23 FEVRIER 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS : VENDREDI MATIN, 23 FEVRIER.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
10 cent.					
20 cent.					
30 cent.					
40 cent.					
50 cent.					
60 cent.					
70 cent.					
80 cent.					
90 cent.					
100 cent.					
200 cent.					
300 cent.					
400 cent.					
500 cent.					
600 cent.					
700 cent.					
800 cent.					
900 cent.					
1000 cent.					

Les noms et mots inscrits dans les deux pages suivantes ne sont considérés que comme un dernier.

Les annonces à mois, dans la page éditoriale, paieront 50 % de sus que ci-dessus.

Les annonces à remplacer, placées à tour de rôle dans la dernière page du journal, paieront 50 % de sus, pour la première insertion, et 25 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces de la page éditoriale paieront 50 % de sus et le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les proclamations fédérales républicaines et nouvelles des différents états, par les prix indiqués ci-dessus pour les annonces nouvelles, tel encaissé dans 6 mois comme autre chose ; nouvelle que, dans aucun cas, tout encaissé ne dépasse 50 pour cent.

Toutes les annonces d'ouvertures d'affaires paieront 20 cents pour la ligne pour chaque insertion.

Toutes les annonces mortuaires, dont trois pour 2 francs.

Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

ANNONCES

Des descriptions, d'après.

On trouvera dans la deuxième page de l'*Abeille* divers avis annonces de vente à l'encan et de ventes publiques, faites par le shérif et le greffier de la cour.

Et à la troisième page toutes d'annonces.

Pour la liste des arrivées et des départs, celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

Abonnés des campagnes.

Les personnes habitant la campagne qui désireraient s'abonner à l'*Abeille* pourront le faire en toute adressant simplement, dans une lettre contenant la somme, par mandat d'indication du bureau de poste où doit être envoyé le journal. Il va sans dire que le montant de l'abonnement en paiement d'avance en billets de la ville ou des États-Unis. Il est si rare que des lettres renfermant de petites valeurs s'égarent, qu'on ne risque presque rien à placer un billet dans une enveloppe.

Nous recevons des abonnements à l'édition quotidienne de l'*Abeille* pour trois mois et plus, à raison de trois piastres par trimestre ; et à l'édition semi-hebdomadaire, pour six mois et plus, à raison de deux piastres et demi le semestre.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif — à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, deux nouvelles études et horloges Livaudais, dans la Chambre Détrict, avec batiment face à la rue Franklin.

Aussi—Une portion de terre sise en la ville de McDonough, paid de l'ancienne de rue route Winston et Madison.

Par J. A. Bonnaffé — en salle d'encan, maubles, toilettes et divans.

Par Montgomery & Bro — en salle d'encan, vente importante de marchandises sèches, habillements, linges, bottes, souliers, chapeaux et couvertures.

Par B. E. Montgomery — en magasin No 9 rue Grevier, dessus à ménager ; et le 10 heures, sur la levée, en face du rue Grevier, 200 sacs de son avarié.

Par D. R. Murphy — en No 70 de la rue Grevier, tabac.

Par C. E. Gumbley & Co — 11 heures, en face de leur magasin, rue Chartres, mobilier de magnifique opulence.

Par Bernard D'Aquin, en No 37 de la rue Vieille Levée, vins, de Bordeaux, eaux-de-vie, whiskey, liqueurs, vermouth, champagne, &c.

Par Hollman & Martin — An No 32 de la rue de Chartres, mobilier, marchandises sèches de saison.

Par Vincent & Co, en No 16 de la rue de Chartres bottes, souliers et bonbonnière.

La solution de la question mexicaine.

La nouvelle donnée par le *Tribune*, de New York, d'une entente parfaite entre le ministre de la Prusse et le secrétaire d'Etat au sujet des affaires mexicaines, n'a pas encore reçu de confirmation. Le *Courrier des Etats-Unis* ne le croit, pas plus que le *Herald*, dans son numéro du 19, publie une correspondance de Washington qui contredit les allégations de la feuille radicale. Suivant cette correspondance, le président Johnson serait très mécontent du caractère évasif des promesses d'évacuation prochaine contenues dans la note de M. Bodenstedt, et aurait décidé à envoyer, et dès à quelques jours, au Sénat, un message sur la question mexicaine. Mais comme le *Herald* est connu pour avoir toujours poussé à la guerre, il ne faut accueillir les assertions de son correspondant qu'avec la plus extrême méfiance. Si l'entente annoncée par la *Tribune* n'est pas vraie, un fait accompli, nous avons droit de penser qu'elle ne tardera pas à le devenir, et l'espoir que nous émettions hier paraît devoir se réaliser. La nouvelle a trouvé dans la correspondance parisienne du *Temps* un écho plus loin, d'intéressants détails sur la mission de M. Bodenstedt à Mexico. Dans l'avis de ce diplomate au duc de Forey-Montmorillon, nous voyons la correspondance intime d'opinion qui existe entre le cabinet de Washington et M. Bodenstedt. La mission donnée à M. Bodenstedt a, en effet, pour but de faire la médiation de l'Amérique entre les deux souverains et de fixer l'époque du retour des troupes françaises. On remarquera que par cette mission toute confidentielle et verbale, Napoléon III évite avec soin de prendre à l'Europe aucune engagement si accroître son influence. Nous ne renseignements qui nous parviennent à cet sujet ne font que nous confirmer dans notre opinion que nous avons donnée au paragraphe du discours d'ouverture relatif au Mexique.

Il y a une analogie frappante entre les procédés suivis pour mettre fin à l'occupation du Mexique et ceux qui ont précédé l'évacuation de Rome par les troupes françaises. A diverses reprises le gouvernement impérial a été engagé par la force des choses à retirer quelques-uns de ses bataillons, mais il a toujours eu soin de faire connaître que ce n'était qu'une mesure temporaire, et qu'il ne renonçait point à une intervention plus énergique de la France, si les événements l'exigeaient. Mais il est impossible d'admettre que la France retire ses troupes sans avoir obtenu auparavant les garanties les plus sérieuses pour la sécurité du pape, qui remporterait si on abandonnait à son propre sort le gouvernement mexicain.

POUSSIÈRE DU SUD.—MM. Lamb, & Co. offrent à vendre par le pouce, en magasin de bateau, quelques boudinières à vapeur, bouilloires, chaudières, cylindres, vis à presse, équerres et en général toutes les pièces que fournissent les usines de première ordre. Voir l'annonce.

AMERIQUE DU SUD.

Nous trouvons dans les journaux de New York le texte des deux documents qui suivent :

TRAITÉ D'ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE ENTRE LE CHILI ET LE PÉROU.

Au nom de Dieu tout-puissant, la puissance du danger qui menace l'Amérique, par l'agression violente et des injustes prétentions du gouvernement espagnol qui, ayant attenté à l'un souveraineté, les républiques du Chili et du Pérou sont convenues de faire un traité d'alliance offensive et défensive, et ont dans ce but nommé pour plénipotentiaires, don Domingo Santa Maria, représentant le Chili, et don Toribio Pacheco, secrétaire des affaires étrangères, représentant du Pérou, qui, après avoir échangé leurs pouvoirs en bonne et due forme, ont réglé le traité préliminaire suivant :

Art. 1.—Les républiques du Chili et du Pérou contractent la plus étroite alliance offensive et défensive, dans le but de repousser l'agression actuelle de l'Espagne et toute autre agression ultérieure que la serait pour but d'atténuer à l'indépendance, à la souveraineté et aux institutions démocratiques de l'une ou de l'autre de ces deux nations américaines.

Art. 2.—Pour le moment et par le présent traité, les républicains du Pérou et du Chili s'engagent à repousser par les forces combinées de l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 3.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

L'officier du plus haut rang, et, dans le cas où il y en aurait plusieurs de même grade, le plus ancien de ceux qui se trouvera avoir été commandant dans les flottes alliées, prendra le commandement en chef, pourvu que les flottes opérant ensemble.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 4.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 5.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 6.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Art. 7.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 8.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 9.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 10.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 11.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 12.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 13.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 14.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 15.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 16.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 17.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 18.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 19.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 20.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 21.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 22.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 23.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 24.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 25.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 26.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 27.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 28.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 29.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 30.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 31.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 32.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 33.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 34.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 35.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 36.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 37.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 38.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 39.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 40.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 41.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 42.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 43.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 44.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 45.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 46.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 47.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 48.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 49.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 50.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 51.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 52.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 53.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 54.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 55.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 56.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 57.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 58.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 59.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 60.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 61.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 62.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 63.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 64.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 65.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 66.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 67.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 68.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 69.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 70.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 71.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 72.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 73.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 74.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 75.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 76.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 77.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 78.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 79.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 80.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 81.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 82.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 83.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 84.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 85.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 86.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 87.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 88.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 89.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 90.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 91.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 92.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 93.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 94.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 95.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 96.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 97.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 98.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 99.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 100.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 101.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 102.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'Espagne, et ne fera la paix que d'un commun accord.

Art. 103.—Les républiques du Pérou et du Chili s'engagent à ne conclure aucune paix séparée avec l'Espagne dans le Pacifique, soit que ces forces soient occupées au blocus, comme c'est le cas pour l'une de ces républiques, soit qu'elles se permettent d'autres actes d'hostilités, contre le Chili ou le Pérou.

Art. 104.—Les forces navales des deux républiques, soit qu'elles opèrent ensemble ou séparément aussi longtemps que durera cette guerre provoquée par le gouvernement espagnol, obéiront aux ordres du gouvernement dans les eaux duquel elles se trouveront.

Néanmoins, les deux gouvernements par un mutuel accord peuvent donner le commandement à l'officier qui leur semblera le plus capable.

Art. 105.—Chacune des républiques contractantes, dans la mesure de ses forces, fera la guerre active à l'